

**PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE ORDINAIRE DE LA MUNICIPALITÉ  
RÉGIONALE DE COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES TENUE LE 20 OCTOBRE  
2025**

---

**Étaient présents à l'assemblée ordinaire :**

Mme Sonia Fontaine, mairesse de Pointe-Calumet  
M. Pascal Quevillon, maire d'Oka  
M. Daniel Laviolette, maire de Saint-Placide  
M. Denis Martin, maire de Deux-Montagnes  
M. Benoit Proulx, maire de Saint-Joseph-du-Lac  
M. François Robillard, maire de Sainte-Marthe-sur-le-Lac

Lesquels forment quorum sous la présidence de M. Pierre Charron, préfet et  
maire de Saint-Eustache.

M. Marc St-Pierre, directeur général et greffier-trésorier, est présent.

Advenant 16 h 00, M. Pierre Charron déclare l'assemblée ouverte.

---

**RÉSOLUTION 2025-221**

**ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Il est PROPOSÉ par Sonia Fontaine APPUYÉ par Benoit Proulx et RÉSOLU  
à l'unanimité ce qui suit :

QUE l'ordre du jour soit accepté après avoir retiré le point :

- 5.4. Nomination du coordonnateur du Schéma de couverture de risque  
incendie

*Ordre du jour  
Assemblée du conseil  
20 octobre 2025*

- 1. Ouverture de l'assemblée**
- 2. Acceptation de l'ordre du jour**
- 3. Acceptation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire tenue le 22  
septembre 2025**
- 4. Période de questions**
- 5. Administration générale**
  - 5.1. Liste de comptes payables et déjà payés – MRC
  - 5.2. Dépôt de la correspondance
  - 5.3. Dépôt des états comparatifs et prévisions financières
  - 5.4. Remerciements à monsieur Pierre Charron
  - 5.5. Demande d'appui de la MRC de Brome-Missisquoi quant au  
traitement des demandes d'accès à l'information
  - 5.6. Dénonciation de l'absence d'ajustement financier de certains  
programmes

6. Aménagement du territoire

6.1. Analyse des règlements d'urbanisme

Municipalité	Règlement	No.
Saint-Eustache	Zonage	1675-424
Saint-Eustache	Zonage	1675-425
Saint-Eustache	Zonage	1675-426
Saint-Eustache	Zonage	1675-427
Saint-Eustache	Zonage	1675-428
Saint-Eustache	Zonage	1675-429
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Plan d'urbanisme	URB-2025-1000
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Construction	URB-2025-1100
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Lotissement	URB-2025-1200
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Permis et certificats	URB-2025-1300
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Zonage	URB-2025-1400
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Plans d'implantation et d'intégration architecturale	URB-2025-1700
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Entretien et occupation de bâtiment	URB-2025-1800

6.2. Octroi de contrat – Services professionnels pour la révision du Plan de développement de la zone agricole (PDZA) – AO-AME-2025-03

7. Développement économique

- 7.1 Octroi de contrat – Fonds signature innovation
- 7.2 Reddition de compte – FRR Volet 2 – du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 mars 2025

8. Environnement

- 8.1 Représentants à la Table régionale énergie et changements climatiques (TRÉCC)
- 8.2 Cours d'eau Chicot – obstruction – Saint-Eustache

9. Varia

10. Levée de l'assemblée

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

#### **RÉSOLUTION 2025-222**

#### **ACCEPTATION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE ORDINAIRE TENUE LE 22 SEPTEMBRE 2025**

Il est PROPOSÉ par Daniel Laviolette APPUYÉ par François Robillard et  
RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le procès-verbal de l'assemblée ordinaire de la Municipalité régionale de  
comté de Deux-Montagnes tenue le 22 septembre 2025 soit accepté tel que  
présenté et que le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à l'inscrire  
au livre des délibérations.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

#### **PÉRIODE DE QUESTIONS**

Le préfet déclare la période de questions ouverte.

N'ayant aucune question, le préfet clôt la période de questions.

---

#### **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

#### **RÉSOLUTION 2025-223**

#### **LISTE DES COMPTES PAYABLES ET DÉJÀ PAYÉS – MRC**

Il est PROPOSÉ par Denis Martin APPUYÉ par Benoit Proulx et RÉSOLU à  
l'unanimité des voix ce qui suit :

DE ratifier le montant des comptes payés au 20 octobre 2025 et d'autoriser le  
paiement des comptes à payer lesquels totalisent 157 863,18 \$ et sont plus  
amplement détaillés dans le document déposé au dossier du conseil.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

#### **DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE**

Le directeur général et greffier-trésorier dépose la correspondance reçue.

---

#### **DÉPÔT DES ÉTATS COMPARATIFS ET PRÉVISIONS FINANCIÈRES**

Conformément à l'article 176.4 du Code municipal, le Conseil municipal prend  
acte du dépôt, par le directeur général et greffier-trésorier, de l'état comparatif  
des revenus et dépenses 2024 et 2025 en date du 30 septembre 2025 et de  
l'état comparatif des revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour  
l'exercice financier de 2025 avec ceux prévus au budget de ce même  
exercice.

Le premier état comparatif présente les revenus et les dépenses de l'exercice  
financier de 2025 et les compare à ceux de l'exercice financier précédent pour  
la même période, soit celui de 2024.

Le second état comparatif compare les revenus et les dépenses dont la  
réalisation est prévue pour l'exercice financier de 2025 avec ceux prévus par  
le budget de ce même exercice.

---

#### **RÉSOLUTION 2025-224**

##### **REMERCIEMENTS À MONSIEUR PIERRE CHARRON**

Pour faire suite au départ à la retraite de M. Pierre Charron, après 16 années au service du monde municipal, comme maire de Saint-Eustache et préfet de la MRC de Deux-Montagnes;

Il est PROPOSÉ par Daniel Laviolette APPUYÉ et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le conseil tient à remercier chaleureusement M. Pierre Charron pour son dévouement, sa grande écoute, son support à tout moment ainsi que de sa compassion et collaboration auprès des organismes et partenaires du territoire de la MRC de Deux-Montagnes.

QUE ce fut un privilège pour les membres du conseil de collaborer avec M. Pierre Charron tout au cours des dernières années.

Le conseil lui souhaite une belle retraite et lui dit merci.

***ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ***

---

#### **RÉSOLUTION 2025-225**

##### **DEMANDE D'APPUI DE LA MRC DE BROME-MISSISQUOI QUANT AU TRAITEMENT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION**

ATTENDU la demande d'appui de la MRC de Brome-Missisquoi quant au traitement des demandes d'accès, aux termes de sa résolution 332-0825, qui se lit comme suit :

CONSIDÉRANT QUE les articles 47 et 98 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels octroient un délai de vingt jours pour répondre aux demandes d'accès, de communication et de rectification;

CONSIDÉRANT QUE ce délai peut être prolongé de dix jours par les articles 47 et 98 de ladite Loi;

CONSIDÉRANT QU'un délai total de trente jours calendrier n'est plus possible sans nuire au déroulement normal des activités administratives municipales;

CONSIDÉRANT QUE cette tâche s'ajoute à toutes les autres et que plusieurs municipalités du Québec, dont la Ville de Farnham et la MRC de Brome-Missisquoi, ne possèdent pas de service exclusivement dédié au traitement de ces demandes;

CONSIDÉRANT la résolution 332-0825 de la MRC de Brome-Missisquoi;

Il est PROPOSÉ par Sonia Fontaine APPUYÉ par Pascal Quevillon et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

D'APPUYER la résolution 332-0825 de la MRC de Brome-Missisquoi.

***ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ***

---

#### **RÉSOLUTION 2025-226**

##### **DÉNONCIATION DE L'ABSENCE D'AJUSTEMENT FINANCIER DE CERTAINS PROGRAMMES**

ATTENDU la résolution numéro 081-07-25 adoptée par le conseil de la Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu dénonçant l'absence d'ajustement financier (indexation) de certains programmes gouvernementaux destinés aux municipalités, et ce, dans le contexte économique incertain actuel;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Pascal Quevillon APPUYÉ par Daniel Laviolette et RÉSOLU à l'unanimité des voix, ce qui suit :

DE DEMANDER au Gouvernement du Québec de régulariser le financement des programmes destinés aux municipalités, dont les MRC, notamment en prévoyant un financement adéquat, tenant compte de l'inflation et des changements qu'elles subissent.

DE TRANSMETTRE une copie de la présente résolution au premier ministre du Québec, à la ministre des Affaires municipales, ainsi qu'au député du territoire.

DE TRANSMETTRE une copie de la présente résolution aux MRC du Québec de même qu'aux municipalités locales de notre territoire pour appui.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

**RÉSOLUTION 2025-227**

APPROBATION DU RÈGLEMENT 1675-424 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1675 DE LA VILLE DE SAINT-EUSTACHE

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Eustache a transmis le règlement numéro 1675-424 modifiant le règlement de zonage numéro 1675;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro 1675-424 modifie le règlement de zonage de façon à :

- Modifier le plan de zonage de la manière suivante :
  - En agrandissant la zone 3-P-28 à même les zones 3-H-29 et 3-H-53
  - En agrandissant la zone 3-H-23 à même une partie des zones 3-H-17 et 3-H-29
  - En créant la zone 3-H-56 à même une partie de la zone 3-H-17
- Modifier les grilles des usages et normes des zones 3-H-17, 3-H-29 et 3-H-53
- Créer la grille des usages et normes de la zone 3-H-56
- Modifier l'article 5.6.2.7 « Nombre minimal de cases requis pour un usage résidentiel »
- Abroger l'article 14.5.1.5 « Dispositions applicables aux zones 3-H-17, 3-H-50 et 3-H-51 »
- Abroger l'article 14.5.1.7 « Dispositions applicables à la zone 3-H-29 »

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement numéro 1675-424 modifiant le règlement de zonage 1675 de la Ville de Saint-Eustache est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro 1675-424.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Saint-Eustache.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-228**

**APPROBATION DU RÈGLEMENT 1675-425 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1675 DE LA VILLE DE SAINT-EUSTACHE**

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Eustache a transmis le règlement numéro 1675-425 modifiant le règlement de zonage numéro 1675;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro 1675-425 modifie le règlement de zonage de façon à :

- Modifier le plan de zonage par l'agrandissement de la zone 4-C-25 à même la zone 4-C-33.
- Abroger la grille des usages et normes de la zone 4-C-33.
- Modifier et remplacer l'article 14.2.1.4 « Dispositions applicables aux zones 4-C-31 et 4-C-33 » par l'article 14.2.1.4 « Dispositions applicables à la zone 4-C-31 ».
- Modifier et abroger l'article 14.2.1.5 « Dispositions applicables aux zones 4-C-25 et 4-C-27 ».

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement numéro 1675-425 modifiant le règlement de zonage 1675 de la Ville de Saint-Eustache est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro 1675-425.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Saint-Eustache.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-229**

**APPROBATION DU RÈGLEMENT 1675-426 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1675 DE LA VILLE DE SAINT-EUSTACHE**

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Eustache a transmis le règlement numéro 1675-426 modifiant le règlement de zonage numéro 1675;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro 1675-426 modifie le règlement de zonage de façon à :

- Retirer le chiffre correspondant à la marge avant maximale dans la grille des usages et normes de la zone 2-I-52.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement numéro 1675-426 modifiant le règlement de zonage 1675 de la Ville de Saint-Eustache est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro 1675-426.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Saint-Eustache.

#### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

#### **RÉSOLUTION 2025-230**

#### **APPROBATION DU RÈGLEMENT 1675-427 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1675 DE LA VILLE DE SAINT-EUSTACHE**

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Eustache a transmis le règlement numéro 1675-427 modifiant le règlement de zonage numéro 1675;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro 1675-427 modifie le règlement de zonage de façon à :

- Modifier la grille des usages et normes de la zone 8-H-15
- Abroger l'article 14.5.1.20 « Dispositions applicables à la zone 8-H-15 ».

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement numéro 1675-427 modifiant le règlement de zonage 1675 de la Ville de Saint-Eustache est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro 1675-427.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Saint-Eustache.

#### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

#### **RÉSOLUTION 2025-231**

##### **APPROBATION DU RÈGLEMENT 1675-428 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1675 DE LA VILLE DE SAINT-EUSTACHE**

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Eustache a transmis le règlement numéro 1675-428 modifiant le règlement de zonage numéro 1675;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro 1675-428 modifie le règlement de zonage de façon à :

- Retirer le nombre de logements maximal par mètre carré de terrain dans la section « Normes spécifiques » dans la grille des usages et normes de la zone 9-H-22.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement numéro 1675-428 modifiant le règlement de zonage 1675 de la Ville de Saint-Eustache est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro 1675-428.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Saint-Eustache.

***ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ***

---

#### **RÉSOLUTION 2025-232**

##### **APPROBATION DU RÈGLEMENT 1675-429 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 1675 DE LA VILLE DE SAINT-EUSTACHE**

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Eustache a transmis le règlement numéro 1675-429 modifiant le règlement de zonage numéro 1675;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro 1675-429 modifie le règlement de zonage de façon à :

- Modifier certaines dispositions relatives aux piscines et référer au Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles pour les normes de sécurité et de contrôle de l'accès concernant les piscines résidentielles
- Autoriser les cibles amovibles dans l'emprise de la rue pour les usages résidentiels
- Modifier certaines dispositions applicables aux projets intégrés.



EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement numéro 1675-429 modifiant le règlement de zonage 1675 de la Ville de Saint-Eustache est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro 1675-429.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Saint-Eustache.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-233**

APPROBATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO URB-2025-1000  
CONCERNANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE SAINTE-  
MARTHE-SUR-LE-LAC

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a transmis, dans le cadre de l'exercice de concordance au SADR, le Règlement numéro URB-2025-1000 concernant le plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 109.7 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement ne nécessite pas de recommandation du comité consultatif agricole en vertu du Règlement instituant le comité consultatif agricole de la MRC de Deux-Montagnes numéro CCA-2023 puisqu'il n'a pas d'impact significatif sur le territoire ou sur les activités agricoles;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement URB-2025-1000 concernant le plan d'urbanisme de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro URB-2025-1000.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-234**

APPROBATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO URB-2025-1100 INTITULÉ  
RÈGLEMENT DE CONSTRUCTION DE LA VILLE DE SAINTE-MARTHE-  
SUR-LE-LAC

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a transmis, dans le cadre de l'exercice de concordance au SADR, le Règlement de construction numéro URB-2025-1100;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement ne nécessite pas de recommandation du comité consultatif agricole en vertu du Règlement instituant le comité consultatif agricole de la MRC de Deux-Montagnes numéro CCA-2023 puisqu'il n'a pas d'impact significatif sur le territoire ou sur les activités agricoles;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement URB-2025-1100 intitulé Règlement de construction de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro URB-2025-1100.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

#### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

#### **RÉSOLUTION 2025-235**

#### **APPROBATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO URB-2025-1200 INTITULÉ RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT DE LA VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC**

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a transmis, dans le cadre de l'exercice de concordance au SADR, le Règlement de lotissement numéro URB-2025-1200;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement ne nécessite pas de recommandation du comité consultatif agricole en vertu du Règlement instituant le comité consultatif agricole de la MRC de Deux-Montagnes numéro CCA-2023 puisqu'il n'a pas d'impact significatif sur le territoire ou sur les activités agricoles;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement URB-2025-1200 intitulé Règlement de lotissement de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro URB-2025-1200.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-236**

APPROBATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO URB-2025-1300 INTITULÉ  
RÈGLEMENT RELATIF AUX PERMIS ET CERTIFICATS DE LA VILLE DE  
SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a transmis, dans le cadre de l'exercice de concordance au SADR, le Règlement relatif aux permis et certificats numéro URB-2025-1300;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement ne nécessite pas de recommandation du comité consultatif agricole en vertu du Règlement instituant le comité consultatif agricole de la MRC de Deux-Montagnes numéro CCA-2023 puisqu'il n'a pas d'impact significatif sur le territoire ou sur les activités agricoles;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement URB-2025-1300 intitulé Règlement relatif aux permis et certificats de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro URB-2025-1300.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-237**

APPROBATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO URB-2025-1400 INTITULÉ  
RÈGLEMENT DE ZONAGE DE LA VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-  
LAC

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a transmis, dans le cadre de l'exercice de concordance au SADR, le Règlement de zonage numéro URB-2025-1400;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement ne nécessite pas de recommandation du comité consultatif agricole en vertu du Règlement instituant le comité consultatif agricole de la MRC de Deux-Montagnes numéro CCA-2023 puisqu'il n'a pas d'impact significatif sur le territoire ou sur les activités agricoles;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement URB-2025-1400 intitulé Règlement de zonage de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro URB-2025-1400.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

#### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

#### **RÉSOLUTION 2025-238**

#### **APPROBATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO URB-2025-1700 INTITULÉ RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE LA VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC**

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a transmis, dans le cadre de l'exercice de concordance au SADR, le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac numéro URB-2025-1700;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement ne nécessite pas de recommandation du comité consultatif agricole en vertu du Règlement instituant le comité consultatif agricole de la MRC de Deux-Montagnes numéro CCA-2023 puisqu'il n'a pas d'impact significatif sur le territoire ou sur les activités agricoles;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement URB-2025-1700 intitulé Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro URB-2025-1700.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

#### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

#### **RÉSOLUTION 2025-239**

##### **APPROBATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO URB-2025-1800 INTITULÉ RÈGLEMENT SUR L'ENTRETIEN ET L'OCCUPATION DES BÂTIMENTS DE LA VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC**

CONSIDÉRANT QUE le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes portant le numéro SADR-2019 est en vigueur depuis le 26 janvier 2022;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac a transmis, dans le cadre de l'exercice de concordance au SADR, le Règlement sur l'entretien et l'occupation des bâtiments de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac numéro URB-2025-1800;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 137.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la MRC doit dans les cent vingt (120) jours de la transmission du règlement, l'examiner et vérifier la conformité du règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement ne nécessite pas de recommandation du comité consultatif agricole en vertu du Règlement instituant le comité consultatif agricole de la MRC de Deux-Montagnes numéro CCA-2023 puisqu'il n'a pas d'impact significatif sur le territoire ou sur les activités agricoles;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Denis Martin et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le règlement URB-2025-1800 intitulé Règlement sur l'entretien et l'occupation des bâtiments de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac est réputé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à émettre un certificat de conformité à l'égard du règlement numéro URB-2025-1800.

QUE copies de cette résolution et du certificat de conformité soient transmises dans les plus brefs délais à la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

#### **RÉSOLUTION 2025-240**

##### **OCTROI DE CONTRAT – SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉVISION DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE AGRICOLE (PDZA) – AO-AME-2025-03**

CONSIDÉRANT QUE la MRC a lancé l'appel d'offres sur invitation numéro AO-AME-2025-03 pour des services professionnels pour la révision du plan de développement de la zone agricole (PDZA) de la MRC;

CONSIDÉRANT QUE la MRC a reçu une soumission;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité de sélection se sont rencontrés le 16 octobre 2025 pour analyser la soumission reçue;

CONSIDÉRANT QUE la soumission a franchi l'étape des pointages intérimaires;

CONSIDÉRANT l'ouverture de l'enveloppe contenant la proposition financière;

CONSIDÉRANT le pointage final selon la formule inscrite dans l'appel d'offres;

CONSIDÉRANT QUE l'adjudication du contrat de cet appel d'offres est conditionnelle à l'obtention d'un financement de la part du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) dans le

cadre du sous-volet 1.1 – Planification du Programme de développement territorial et sectoriel du MAPAQ pour la révision du PDZA de la MRC;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par François Robillard APPUYÉ par Benoit Proulx et RÉSOLU à l'unanimité ce qui suit :

QUE le conseil de la MRC accorde le mandat pour des services professionnels pour la révision du plan de développement de la zone agricole (PDZA) de la MRC à la firme Le Picbois Coop le soumissionnaire s'étant classé au 1<sup>er</sup> rang à la suite de l'établissement du pointage final s'appuyant sur la qualité de la soumission et le prix soumissionné pour un montant de 59 059,67 \$, taxes nettes et cet accord soit conditionnel à l'obtention d'un financement de la part du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) dans le cadre du sous-volet 1.1 – Planification du Programme de développement territorial et sectoriel du MAPAQ pour la révision du PDZA de la MRC.

QUE cette somme soit imputée à même le poste budgétaire # 02-610-00-410.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à signer tout document nécessaire pour donner plein effet à la présente.

#### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

### **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

#### **RÉSOLUTION 2025-241**

##### OCTROI DE CONTRAT - FONDS SIGNATURE INNOVATION

CONSIDÉRANT l'entente sur le projet « Signature Innovation » conclue entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et la MRC de Deux-Montagnes;

CONSIDÉRANT la liste des activités figurant au plan d'action du projet Signature Innovation de la MRC intitulé « Démocratisation de l'accès à l'eau » et précisé dans le cadre de gestion du fonds Signature innovation;

CONSIDÉRANT l'offre de service de l'Institut des territoires intitulée « Analyses spatiales, cartographie et recommandations relatives au transport actif dans le cadre du projet Signature Innovation » datée du 30 septembre 2025 pour accompagner la MRC dans les actions suivantes du plan d'action du projet Signature innovation :

- Création d'une entente intermunicipale;
- Analyse de l'accessibilité des différents accès via les transports actifs ainsi que leur universalité et collectifs;
- Identification des actions visant à favoriser la connectivité et l'accès des sites via le transport actif;
- Conception d'une carte interactive.

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Sonia Fontaine APPUYÉ par Daniel Laviolette et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le conseil de la MRC accorde le mandat de services professionnels pour accompagner la MRC dans les actions précitées du plan d'action du projet Signature innovation à l'Institut des territoires pour une banque de 30 heures pour un montant ne dépassant pas 3 464,59 \$, taxes nettes pour l'action concernant la création d'une entente intermunicipale et pour un montant forfaitaire ne dépassant pas 22 057,87 \$, taxes nettes pour les actions suivantes : Analyse de l'accessibilité des différents accès via les transports actifs ainsi que leur universalité et collectifs, Identification des actions visant à favoriser la connectivité et l'accès des sites via le transport actif et Conception d'une carte interactive.

QUE cette somme soit imputée à même le poste budgétaire # 02-620-85-959.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à signer tout document nécessaire pour donner plein effet à la présente.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-242**

**REDDITION DE COMPTE – FRR VOLET 2 – DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025 AU 31 MARS 2025**

CONSIDÉRANT l'entente relative au Fonds Régions et Ruralité FRR Volet 2 – soutien à la compétence locale et régionale des MRC;

CONSIDÉRANT QUE la MRC est dans l'obligation de remettre un rapport annuel du FRR Volet 2 au MAMH;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par François Robillard APPUYÉ par Sonia Fontaine et RÉSOLU à l'unanimité des voix ce qui suit :

QUE le conseil de la MRC accepte le rapport d'activités et la reddition de comptes FRR Volet 2 – pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 mars 2025;

QUE le conseil de la MRC autorise l'envoi de tout document nécessaire au MAMH afin de répondre à ses obligations.

QUE le directeur général et greffier-trésorier de la MRC soit autorisé à signer tout document nécessaire pour donner plein effet à la présente.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**ENVIRONNEMENT**

**RÉSOLUTION 2025-243**

**REPRÉSENTANTS À LA TABLE RÉGIONALE ÉNERGIE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES (TRÉCC) 4**

CONSIDÉRANT QUE deux représentants, un représentant élu et un représentant technique sont nommés pour combler les sièges qui sont réservés à la MRC à la Table régionale de l'énergie et des changements climatiques (TRÉCC) du Conseil régional de l'environnement des Laurentides;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de changer les représentants de la MRC siégeant à la TRÉCC;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Pascal Quevillon APPUYÉ par Daniel Laviolette et RÉSOLU à l'unanimité ce qui suit :

QUE le conseil de la MRC désigne François Robillard, maire de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac à titre de membre élu et Anne Watelet, à titre de ressource technique pour représenter la MRC à la Table régionale de l'énergie et des changements climatiques (TRÉCC) du Conseil régional de l'environnement des Laurentides.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-244**

**COURS D'EAU CHICOT – OBSTRUCTION – SAINT-EUSTACHE**

CONSIDÉRANT les dispositions prévues à la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, ch. C-47.1) en matière de cours d'eau;

CONSIDÉRANT les résultats de l'inspection réalisée par la MRC de Deux-Montagnes et la Ville de Saint-Eustache aux abords du cours d'eau nommé rivière du Chicot notamment sur les lots 2 523 767, 2 524 249 et 2 524 631 du cadastre du Québec confirmant la présence d'obstructions composées de

branches, de troncs d'arbres et d'autres débris nuisant à l'écoulement des eaux;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de rétablir l'écoulement des eaux du cours d'eau nommé rivière du Chicot en assurant l'enlèvement de ces obstructions qui nuisent à l'écoulement des eaux du cours d'eau;

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro ADM-2020-03 intitulé « Règlement établissant les modalités de la répartition des quotes-parts pour les municipalités de la MRC » précise notamment que « les dépenses réelles relatives à des interventions (gestion et réalisation des travaux, expertise) à l'intérieur d'un cours d'eau sont assumées en totalité par la ou les municipalités concernées;

CONSIDÉRANT QUE les obstructions observées dans le cours d'eau nommé rivière du Chicot se localise dans la Ville de Saint-Eustache;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de demander à la Ville de Saint-Eustache de procéder à l'enlèvement de ces obstructions afin de rétablir l'écoulement normal des eaux du cours d'eau nommé rivière du Chicot;

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par Benoit Proulx APPUYÉ par Pascal Quevillon et RÉSOLU à l'unanimité ce qui suit :

QUE le conseil de la MRC demande à la Ville de Saint-Eustache de prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'écoulement normal des eaux du cours d'eau nommé rivière du Chicot et à procéder à l'enlèvement des obstructions nuisant à l'écoulement des eaux du cours d'eau dans le respect des lois et de la réglementation applicable.

QUE tous les coûts afférents aux travaux de gestion de l'enlèvement des obstructions soient à la seule charge de la Ville de Saint-Eustache.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à signer tout document nécessaire pour donner plein effet à la présente.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

**RÉSOLUTION 2025-245**

**LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

ADVENANT 16 h 08, il est PROPOSÉ par Pascal Quevillon APPUYÉ par François Robillard et RÉSOLU à l'unanimité des voix :

QUE le conseil clôt la présente assemblée après avoir épuisé tous les sujets à l'ordre du jour.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

---

Pierre Charron  
Préfet

---

Marc St-Pierre  
Directeur général et greffier-  
trésorier



Ce 20 octobre 2025

Je soussigné, Marc St-Pierre, directeur général et greffier-trésorier, certifie par la présente que la MRC de Deux-Montagnes dispose des crédits suffisants pour défrayer les coûts des dépenses décrétées aux termes des résolutions 2025-221 à 2025-245 lesquelles ont été adoptées à une assemblée du conseil tenue le 20 octobre 2025.

Émis le 21 octobre 2025 conformément aux dispositions de l'article 961 du Code municipal.

Le procès-verbal est sujet à l'approbation du conseil lors de leur prochaine séance.

Marc St-Pierre  
Directeur général et greffier-trésorier

ANNEXE 1 - COMPTES PAYABLES ET DÉJÀ PAYÉS – MRC

MRC DE DEUX-MONTAGNES	
COMPTES PAYABLES AU 20 OCTOBRE 2025	
FOURNISSEURS	MONTANT
DÉPENSES RÉGULIÈRES AU 20 OCTOBRE 2025	
Alarme Bigras - séparer les locaux	264,44 \$
Lacom inc. - Grande Virée	5 001,42 \$
Sous-total	5 265,86 \$
DÉPENSES INCOMPRESSIBLES AU 20 OCTOBRE 2025	
Sous-total	0,00 \$
COMPTES DÉJÀ PAYÉS AU 20 OCTOBRE 2025	
Masse salariale nette des employé(es) et élus du 2 octobre 2025	32 998,65 \$
Déductions à la source du 2 octobre 2025	18 001,26 \$
RRS - Paies employé(es) du 2 octobre 2025	3 050,89 \$
Frais bancaires pour transaction de la paie du 2 octobre 2025	94,12 \$
Masse salariale nette des employé(es) et élus du 16 octobre 2025	33 347,23 \$
Déductions à la source du 16 octobre 2025	15 550,54 \$
RRS - Paies employé(es) du 16 octobre 2025	3 005,29 \$
Frais bancaires pour transaction de la paie du 16 octobre 2025	92,81 \$
Bélanger Sauvé - Honoraires prof. Au 31-08-2025	158,10 \$
Marianne Sirois - Remboursement dépenses	187,92 \$
Ordinacoeur RT - Service de backup en ligne Acronis	601,32 \$
ADGMRCQ - Contribution région hôte	1 149,75 \$
Retraite Québec - CARRA septembre 2025	853,81 \$
Canada Vie - Septembre 2025	7 154,56 \$
PFD Avocats - Resto Pub de la Montagne	1 415,92 \$
WT Montréal SENCRL - dossier Oka	2 608,50 \$
Patrice Paquette - CCA 2025	50,00 \$
Karl Trudel - CCA 2025	50,00 \$
Jérémie Bourque - CCA 2025	50,00 \$
Nicolas Bouveret - CCA 2025	50,00 \$
Philippe Leroux - CCA 2025	50,00 \$
Andrew Robinson - CCA 2025	50,00 \$
Fédération UPA Outaouais Laurentides - Grande Virée	2 299,50 \$
Autobus Deux-Montagnes - Grande Virée	1 609,66 \$
Servi-Tek - Contrat de service	115,31 \$
Santinel - Formation secourisme Mahamane	147,17 \$
Pierre Richard - Remboursement dépenses	331,83 \$
Vidéotron	281,02 \$
Catherine Rondeau - Remboursement dépenses	173,73 \$
UMQ - Tarification au Carrefour du capital humain	1 806,26 \$
UMQ - Cotisation annuelle	592,12 \$
Rachel Jean-Jacques - Remboursement dépenses	53,84 \$
9473-7830 - Honoraires prof.	2 745,60 \$
Isabelle Jalbert - Remboursement dépenses	2 167,20 \$
Anne Watelet - Remboursement dépenses	859,51 \$
Ville de Saint-Eustache - assurance collective septembre 2025	4 017,09 \$
Mahamane - Remboursement dépenses	215,90 \$
Raphaëlle Viau - Remboursement dépenses	308,53 \$
Ordinacoeur RT - Téléphone	302,38 \$
Sous-total	138 597,32 \$
TOTAL DES DÉPENSES AU 20 OCTOBRE 2025	143 863,18 \$

<b>DÉPENSES À ÊTRE OU DÉJÀ AUTORISÉES PAR RÉSOLUTION</b>	
Ville de Saint-Eustache - Amélioration de la mobilité active chez les entreprises	14 000,00 \$
<b>Sous-total</b>	<b>14 000,00 \$</b>
	<b>157 863,18 \$</b>